

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1986 Nr. 47

A. TITEL

*Europees Verdrag betreffende uitlevering;
Parijs, 13 december 1957*

B. TEKST

De tekst van het Verdrag is geplaatst in *Trb.* 1965, 9.

Het Verdrag is aangevuld bij Protocol van 15 oktober 1975 en bij Protocol van 17 maart 1978.

Voor de ondertekening zie ook *Trb.* 1969, 62, *Trb.* 1971, 130 en *Trb.* 1982, 6.

Het Verdrag is voorts in overeenstemming met artikel 29, eerste lid, nog ondertekend voor:

IJsland 27 september 1982

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1965, 9.

D. PARLEMENT

Zie *Trb.* 1969, 62.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1965, 9, *Trb.* 1969, 62¹⁾, *Trb.* 1970, 131²⁾, *Trb.* 1971, 130, *Trb.* 1977, 20 en *Trb.* 1982, 6.

Behalve de aldaar genoemde hebben nog de volgende Staten in overeenstemming met artikel 29, eerste lid, van het Verdrag een akte van bekrachtiging bij het Secretariaat van de Raad van Europa, nedergelegd:

Spanje ³⁾	7 mei 1982
IJsland ⁴⁾	20 juni 1984
Frankrijk ⁵⁾	10 februari 1986

1) Zwitserland heeft op 25 januari 1983 de bij bekrachtiging gemaakte voorbehouden met betrekking tot artikel 2, eerste lid, artikel 7 en artikel 8 ingetrokken en de, eveneens bij bekrachtiging gemaakte, voorbehouden met betrekking tot de artikelen 2, tweede lid, en 6 gewijzigd.

Deze wijzigingen luiden aldus:

«ad article 2, paragraphe 2

Le Conseil fédéral déclare que, si une extradition est ou a été accordée pour une infraction à raison de laquelle l'extradition est autorisée par le droit suisse, la Suisse peut étendre les effets à tout autre fait punissable selon une disposition de droit commun de la législation suisse.

ad article 6

Le Conseil fédéral déclare que le droit suisse n'autorise l'extradition des ressortissants suisses qu'aux conditions restrictives prévues par l'article 7 de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'entraide internationale en matière pénale. Les infractions commises hors de Suisse et réprimées selon la loi suisse en tant que crimes ou délits peuvent être poursuivies et jugées par les autorités suisses si les conditions légales sont remplies,

– lorsqu'elles ont été commises contre des Suisses (art. 5 du code pénal suisse du 21 décembre 1937);

– lorsque, d'après le droit suisse, elles pourraient donner lieu à l'extradition et qu'elles ont été commises par un Suisse (art. 6 du code pénal suisse);

– lorsqu'elles ont été commises à bord d'un navire suisse ou d'un aéronef suisse (art. 4 de la loi fédérale du 23 septembre 1953 sur la navigation maritime sous pavillon suisse; art. 97 de la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur la navigation aérienne);

– lorsque les dispositions légales particulières le prévoient pour certaines infractions (art. 202 et 240 du code pénal suisse; art. 19 de la loi fédérale du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants; art. 101 de la loi fédérale du 19 décembre 1958 sur la circulation routière; art. 16 de la loi fédérale du 14 mars 1958 sur la responsabilité de la Confédération, des membres de ses autorités et de ses fonctionnaires; art. 12 de la loi fédérale du 26 septembre 1958 sur la garantie contre les risques à l'exportation).

Conformément à la loi du 20 mars 1981 sur l'entraide internationale en matière pénale, d'autres infractions commises à l'étranger par un ressortissant suisse peuvent être réprimées en Suisse à la demande de l'Etat où ces infractions ont été commises, lorsque la personne poursuivie se trouve en Suisse et doit y répondre d'autres infractions plus graves et que son acquittement ou l'exécution d'une sanction en Suisse exclut toute autre poursuite pour le même acte dans l'Etat requérant.»

Deze wijzigingen zijn op 1 januari 1983 van kracht geworden.

2) Oostenrijk heeft op 16 april 1985 het bij bekrachtiging gemaakte voorbehoud met betrekking tot artikel 21, vijfde lid, gewijzigd.

Het luidt thans aldus:

“Transit for offences punishable, under the law of the requesting Party, by death or by a sentence incompatible with the requirements of humanity and human dignity, will be granted under the conditions governing the extradition for such offences.”.

3) Onder de volgende voorbehouden:

«A l'article 1

La personne dont l'extradition a été réclamée ne pourra être soumise à un tribunal d'exception sur le territoire de l'Etat requérant. L'extradition ne sera pas accordée pour cette raison, ni pour l'exécution d'une peine ou mesure de sécurité imposée par des tribunaux ayant ce caractère.

A l'article 10

L'Espagne n'accordera pas l'extradition dans le cas où il y aurait extinction de la responsabilité criminelle pour les causes, quelles qu'elles soient, prévues par la législation de la Partie requérante ou de la Partie requise.

A l'article 21.5

L'Espagne ne permettra le transit que dans les conditions précisées quant à l'extradition dans la présente Convention.

A l'article 23

L'Espagne exigera de la Partie requérante une traduction en espagnol, en français ou en anglais, de la demande d'extradition et des documents qui accompagnent celle-ci.» (*Raad van Europa-vertaling*)

en de volgende verklaringen:

«A l'article 2.7

L'Espagne observera la règle de réciprocité en ce qui concerne les infractions exclues du champ d'application de la présente Convention, en vertu de l'article 2 de celle-ci.

A l'article 3

En ce qui concerne l'extradition, ne sont pas considérés comme délits politiques, outre ceux qui sont exclus par l'article 3, paragraphe 3, de la Convention, les délits de terrorisme.

A l'article 6.1.b)

En ce qui concerne la présente Convention, l'Espagne considérera comme ressortissants, les personnes qui jouissent de cette qualité en vertu des règles du Titre I du Livre I du Code civil espagnol.

A l'article 9

On considérera que la personne a été définitivement jugée lorsque la décision judiciaire ne pourra être soumise à aucun recours ordinaire, ceux-ci ayant été épuisés, la décision ayant été acceptée ou en raison de la nature propre de celle-ci.

A l'article 11

Lorsque le délit pour lequel on demande l'extradition peut être puni de la peine de mort en vertu des lois de la Partie requérante, l'Espagne refusera l'extradition sauf si la Partie requérante offre des garanties considérées comme suffisantes par la Partie requise, que l'on n'imposera pas la peine de mort ou si elle est imposée qu'elle ne sera pas exécutée.» (*Raad van Europa-vertaling*)

4) Onder de volgende voorbehouden:

"Article 1

When granting extradition, Iceland reserves the right to stipulate that the extradited person may not be summoned to appear before a provisional court or a court empowered under exceptional circumstances to deal with such offences, as well as the right to refuse extradition for the execution of a sentence rendered by such special court.

Extradition may also be refused if it is liable to have particularly serious consequences for the person claimed on account of his age, state of health or other personal circumstances.

Article 2, paragraph 1

Iceland can only grant extradition in respect of an offence, or corresponding offence, which under Icelandic law is punishable, or would have been punishable, with imprisonment for more than one year.

Article 3, paragraph 3

Iceland reserves the right, in light of individual circumstances, to consider the offence described in paragraph 3 of article 3 as a political offence.

Article 4

Extradition for a military offence which is also an offence under ordinary criminal law may only be granted provided the extradited person is not convicted under military law.

Article 12

Iceland reserves the right to require the requesting Party to produce evidence establishing that the person claimed has committed the offence for which extradition is requested. Extradition may be refused if the evidence is found to be insufficient.”

en de volgende verklaringen:

Article 6

“Within the meaning of the Convention the term “nationals” means a national of Iceland and a national of Denmark, Finland, Norway or Sweden or a person domiciled in Iceland or other aforementioned countries.

Article 28, paragraph 3

The Convention shall not apply to extradition to Denmark, Finland, Norway or Sweden as extradition between the Nordic countries is governed by a uniform law.”.

5) Onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

Article 1er

«L'extradition ne sera pas accordée lorsque la personne réclamée serait jugée dans l'Etat requérant par un tribunal n'assurant pas les garanties fondamentales de procédures et de protection des droits de la défense ou par un tribunal institué pour son cas particulier, ou lorsque l'extradition est demandée pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté infligée par un tel tribunal».

«L'extradition pourra être refusée si la remise est susceptible d'avoir des conséquences d'une gravité exceptionnelle pour la personne réclamée, notamment en raison de son âge ou de son Etat de santé».

Article 2, paragraphe 1

«S'agissant des personnes poursuivies, l'extradition ne sera accordée que pour les faits punis par la loi française et par la loi de l'Etat requérant, d'une peine ou mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins deux ans».

«S'agissant des peines plus sévères que les peines ou mesures de sûreté privatives de liberté, l'extradition pourra être refusée si ces peines ou mesures de sûreté ne sont pas prévues dans l'échelle des peines applicables en France».

Article 3, paragraphe 3

«La France se réserve le droit d'apprécier, en fonction des circonstances particulières de chaque affaire, si l'attentat à la vie d'un Chef d'Etat ou d'un membre de sa famille revêt ou non un caractère politique».

Article 5

«La France déclare qu'en matière de taxes, d'impôts, de douane et de change, l'extradition sera accordée à l'Etat requérant s'il en a été ainsi décidé par simple échange de lettres dans chaque cas particulier».

Article 6

«L'extradition sera refusée lorsque la personne réclamée avait la nationalité française au moment des faits».

Article 14, paragraphe 3

«La France exigera qu l'infraction nouvellement qualifiée vise les mêmes faits que ceux en raison desquels l'extradition a été accordée et que cette nouvelle qualification n'emporte pas l'application d'une peine pour laquelle l'extradition pourrait être refusée».

Article 16, paragraphe 2

«En cas de demande d'arrestation provisoire, la France exigera également un bref exposé des faits mis à la charge de la personne réclamée».

Article 21

«La France se réserve la faculté de n'accorder le transit qu'aux mêmes conditions que celles de l'extradition».

Article 23

«La France déclare qu'elle demandera une traduction des requêtes aux fins d'extradition et des pièces annexes dans l'une des langues officielles du Conseil de l'Europe et qu'elle choisit le Français».

Article 27, paragraphes 1 et 2

«Le Gouvernement de la République française déclare qu'en ce qui concerne la France, la Convention s'applique aux Départements européens et d'outre-mer de la République».

F. TOETREDING

Zie *Trb.* 1969, 62, *Trb.* 1970, 131 en *Trb.* 1971, 130.

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1965, 9 en *Trb.* 1969, 62.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1965, 9, *Trb.* 1969, 62, *Trb.* 1970, 131, *Trb.* 1971, 130, *Trb.* 1977, 20 en *Trb.* 1982, 6.

Voor het op 5 mei 1949 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Raad van Europa zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1979, 40.

Ingevolge artikel 28, eerste lid, van het onderhavige Verdrag is op 5 augustus 1985 de op 29 oktober 1894 te Madrid tot stand gekomen Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Spanje tot regeling der wederzijdse uitlevering van misdadigers, zowel in het moederland als in de koloniën (vgl. *Trb.* 1982, 84) buiten werking getreden in de verhouding Nederland-Spanje.

Ingevolge artikel 28, eerste lid, van het onderhavige Verdrag zijn op 19 september 1984 de op 18 januari 1894 te Kopenhagen tot stand gekomen Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en het Koninkrijk Denemarken tot wederzijdse uitlevering van misdadigers (vgl. *Trb.* 1984, 79) en de op 2 juli 1895 te Kopenhagen tot stand gekomen additionele Overeenkomst houdende de uitbreiding van de

Overeenkomst van 18 januari 1894 tot de Nederlandse en Deense koloniën, welke beide ingevolge te Londen gewisselde brieven van 25 april en 20 mei 1963 tussen het Koninkrijk der Nederlanden en IJsland, op voet van wederkerigheid, van toepassing waren verklaard, buiten werking getreden in de verhouding Nederland-IJsland.

Ingevolge artikel 28, eerste lid, van het onderhavige Verdrag zal op 11 mei 1986 het op 24 december 1895 te Parijs tot stand gekomen Uitleveringsverdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Franse Republiek, toepasselijk op het grondgebied der wederzijdse Staten gelegen in en buiten Europa en op het onder bescherming van een der beide Staten staande gebied (vgl. *Trb.* 1986, 46) buiten werking treden in de verhouding Nederland-Frankrijk (met inbegrip van de overzeese departementen).

Voor het op 17 maart 1978 te Straatsburg tot stand gekomen Tweede Aanvullend Protocol bij het onderhavige Verdrag, zie ook *Trb.* 1983, 70.

Uitgegeven de *tiende* april 1986.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

R. F. M. LUBBERS